170, BOULEVARD DU MONTPARNASSE
75014 PARIS - FRANCE
TÉL. 325-36-74
C. C. P. 1248-74 PARIS

D 404 BRESIL: DES PAYSANS DE VÁRZEA-DO-BOI EN CONFLIT
AVEC LES AUTORITES GOUVERNEMENTALES

Le cas rapporté ci-dessous, et endossé par l'évêque de Cratéus, Mgr Fragoso, dans sa lettre pastorale du 20 septembre 1977, illustre un aspect particulier des difficultés des paysans. Généralement, en effet, les conflits ruraux sont liés à la propriété de la terre: les grandes sociétés d'investissement rural disputent des terres aux petits cultivateurs sans titres légaux.

Ici, à Inhamuns, près de Tauá dans le Nord-est, c'est dans le cadre d'un projet gouvernemental de colonisation agraire qu'a surgi le conflit. Ses étapes récentes s'établissent comme suit:

- 21 janvier 1977: 10 des 112 familles installées en 1975 sont interdites d'activités agricoles par les autorités;
- 17 août: les paysans démis rédigent un document sur la question et l'adressent aux autorités;
- 20 septembre: l'évêque du lieu en fait le contenu d'une lettre pastorale, laquelle est remise le 1er octobre par le curé de Tauá, le P. hollandais Bernardo Holmes, au gouverneur de l'Etat, au surintendant de la SUDENE et au directeur général du DNOCS. Dans les jours suivants, les paysans sont traités de subversifs et le curé de Tauá est menacé d'expulsion.
- 17 octobre: deux étudiants suédois, de passage dans la paroisse de Tauá, sont arrêtés pendant plusieurs jours au moment où ils rendaient visite aux paysans incriminés;
- 18 octobre: deux paysans du lieu sont arrêtés et emprisonnés pendant deux jours;
- 18-25 octobre: le P. Alfredo Kunz, de Tauá, fait une grève de la faim en solidarité avec les paysans.

(Note DIAL)

1- LETTRE DE MARIA ALVES PEREIRA, FEMME D'UN DES PAYSANS INTERDITS D'ACTIVITES AGRICOLES DANS LE CADRE DU PROJET D'IRRIGATION VÁRZEA-DO-BOI (PLAIN-DU-BOEUF) A INHAMUNS (1er octobre 1977)

Monsieur Godofredo Chaves de Queiroz,
Département national des ouvrages contre la sécheresse - DNOCS,

Par cette lettre je viens vous exposer notre situation. On habitait dans la ville de Tauá et mon mari travaillait loin en dehors de la ville pour faire vivre nos neuf enfants. Je travaillais en ville comme aide-soignante dans un dispensaire pour pouvoir payer les études des enfants. Mais mon mari était fatigué de travailler tout seul. Les enfants devaient se mettre à travailler. Il a pris une inscription pour travailler dans les projets de colonisation. On a passé les examens. Et on est tout de suite entré dans la tranche de 1975.

On était tout content de venir parce que Mme Elieuda, assistante sociale, nous avait expliqué que, là, les gens travaillaient mais qu'il y avait aussi des écoles pour les enfants, qu'il y avait un médecin, qu'il y avait des transports en cas de besoin pour conduire un malade à l'hôpital, qu'on nous visitait une fois par semaine pour voir les problèmes, qu'il y avait des transports scolaires pour aller au collège. Mais de ce côté-là c'est négatif car il y a eu une voiture seulement jusqu'au premier semestre de 1976. Le reste de l'année les enfants ont été en carriole. Cette année, j'ai quatre enfants qui sont bloqués. Tout le monde est révolté. Ils travaillent le jour et le soir c'est pas possible d'aller en ville pour assister aux cours, même pas pour terminer le secondaire.

Quand on est arrivé ici, on a eu une semaine de préparation avec Mme Elieuda. Elle nous a montré comment on allait vivre en communauté. On formait une seule famille et chacun devait être attentif aux problèmes des autres. Mme Elieuda a expliqué aux colons que si quelque chose n'allait pas les colons devaient se réunir, exposer leurs problèmes par écrit dans un livre spécial, car c'est comme ça que les colons pouvaient présenter la vie d'une communauté.

Après, Mme Márcia est arrivée. Et ce que Mme Elieuda nous avait expliqué n'a plus rien valu. Avec le manque de cours pour mes enfants, je vois qu'ils s'en vont avant dix-huit ans pour chercher une terre pour planter l'année prochaine. C'est à cause du manque d'aide.

En mars 1977, Mme Márcia est venue à la maison pour parler à mon mari pour l'accuser. Mon mari lui a demandé de faire une réunion avec les personnes impliquées. Mais elle l'a jamais fait. Elle a dit que M. Bezerra était déjà au courant de tout. Je sais pas pourquoi il a pas appelé mon mari pour s'entendre avec lui. Le 17 août 1977, j'ai vu arriver à la maison un homme qui s'est présenté comme de la Police fédérale. Il a avisé que mon mari devait se présenter à 16 h au bureau du secteur A. Il a été question des mêmes choses que Mme Márcia avait déjà dit.

Je vous demande d'écouter ce que je vais vous raconter dans cette lettre. J'ai déjà vu un employé d'entreprise que le directeur a sorti un revolver devant moi. J'estime que c'est se rabaisser pour un responsable de l'eau, alors qu'on dit que c'est interdit de tirer des coups de feu dans la zone de colonisation. Ça se passait en 1976.

Sachez aussi que mon mari a planté car nous avons beaucoup d'enfants. Quand on habitait pas ici, on a jamais demandé l'aumône pour eux. Et les dix colons qui ont été interdits d'activités agricoles le 21 janvier mènent une vie que nous, comme parents, on veut pas mener. J'ai vu très souvent leurs femmes en pleurs parce qu'elles avaient rien à donner à manger à leurs enfants. Si mon mari a fait des erreurs en plantant, je crois que c'est une grave erreur de laisser venir le moment où l'enfant pleure parce qu'il a pas de quoi manger. Tous les produits qu'on a récolté, on les a mis au dépôt. En novembre 1976 je suis tombé malade et j'ai pas pu avoir un seul cruzeiro sur nos produits pour pouvoir payer le médecin.

2- LETTRE PASTORALE DE MGR ANTONIO BATISTA FRAGOSO (20 septembre 1977)

"L'Esprit du Seigneur est sur moi, parce qu'il m'a consacré par l'onction. Il m'a envoyé porter la bonne nouvelle aux pauvres, annoncer aux captifs la délivrance et aux aveugles le retour à la vue, rendre la liberté aux opprimés, proclamer une année de grâce du Seigneur." (Luc 4, 18-19)

Les chrétiens dignes de ce nom, les prêtres et l'évêque de Cratéus n'ont pas le droit de rester sourds au cri de ceux qui subissent l'injustice. Si notre foi ne nous amène pas à partager avec les faibles leur espoir de justice, elle devient alors l'opium du peuple et un frein à la libération. C'est pour cette raison radicalement évangélique que j'écris ma lettre pastorale d'aujourd'hui.

1- Un peu d'histoire

Le barrage de "Plain-du-Boeuf", dans la commune de Tauá, a été construit par le gouvernement avec l'argent du peuple. Il est juste que les cultivateurs riverains, le syndicat des travailleurs agricoles de Tauá et la paroisse Notre-Dame du Rosaire s'intéressent aux expropriations correspondantes et à la réalisation d'un projet d'irrigation en faveur des paysans. D'ailleurs c'est le gouvernement qui avait lui-même décrété les expropriations en question, tout en ne mettant pas le décret à exécution.

Inquiets, bien que sans raison, les propriétaires de la zone visée, le commissaire de police militaire du lieu et les politiciens intéressés ont vu une menace de subversion dans les réclamations justifiées des paysans riverains, du syndicat et de la paroisse.

La répression, menée sans tarder et au mépris de la loi, a voulu être exemplaire (1): - le curé de Tauá, le P. José Pedândola, a été arrêté chez lui, conduit à la police fédérale de Fortaleza - "sur ordre de Brasília" m'a-t-on alors déclaré - et expulsé du pays. Je n'ai demandé au gouvernement aucune faveur. Le droit de défense lui a tout simplement été refusé.

- Le délégué syndical de l'endroit (à Puits-du-Jaguar) a été emmené à Fortaleza pour interrogatoire.

- Une bonne dizaine de membres du syndicat ont été interrogés.

- La police militaire a interrompu une réunion des paysans riverains et des membres du syndicat avec l'avocat de la fédération.

Après avoir ainsi créé un climat de peur, le gouvernement a fait exécuter le décret d'expropriation et chargé le DNOCS - Département national des ouvrages contre la sécheresse, d'élaborer et d'appliquer le projet d'irrigation. Cent douze familles ont été ainsi installées dans cette zone comme "colons" (c'est ainsi qu'on les appelle). Les critères de sélection ont été déterminés par les seuls experts. Ils exprimaient une certaine défiance envers la sagesse et l'expérience des gens de la campagne. Ou alors d'un choix technocratique: il n'appartient pas aux gens de la campagne d'être les protagonistes de leur promotion, à quelque moment que ce soit.

2- Le cas des colons

Dans un document dûment signé à Plain-du-Boeuf, à la date du 17 août 1977, et adressé à M. Godofredo Chaves Queiroz, directeur du 2e service du DNOCS,

à M. Damário Sales Batista, directeur du service régional du ministère de l'Agriculture, et à M. João Sales Pinheiro, président de la fédération des syndicats ruraux du Ceará, les familles de "colons" lésés racontent leur histoire.

Par souci de fidélité et par respect de leur cause, je transcris ici l'essentiel de ce document.

"Confiant en la loi, nous avons décidé de devenir colons puisque le plan du gouvernement partait d'une bonne intention. Comme toute personne humaine a le souci de devenir quelqu'un, nous avons cru en la loi et au projet. C'est parce que nous avons confiance dans la loi et dans le projet que nous sommes ici, à Plain-du-Boeuf. C'est ainsi qu'a eu lieu, le 23 janvier 1975, la première réunion en présence des autorités de Tauá, du DNOCS, du ministère de l'agriculture et autres. Des éclaircissements y ont été donnés sur la valeur des terres expropriées, sur le tirage au sort des parcelles, etc.

"En février sont arrivés les derniers colons de cette première étape. C'est à partir du 2 février 1975 que nous avons tous commencé notre vie de colons. Au début il y avait des réunions sans arrêt. Beaucoup d'entre nous trouvaient ça gênant car ils avaient l'habitude de passer leur temps à travailler dans les champs. On cherchait toujours à nous faire voir le bon côté des choses et nous vivions dans l'attente de jours meilleurs. Après que tous soient arrivés, on a eu droit à des innovations. Par exemple: comment faire des achats à l'épicerie avec une liste toute prête de ce que nous devons acheter. D'autres faits nous marquaient aussi: l'appréhension, les souffrances, les difficultés, le climat d'insécurité et de menaces.

"En octobre de la même année, on nous a annoncé que le ministre de l'Intérieur, M. Rangel Reis Veloso, allait venir. Mme Márcia a fait le tour des femmes pour leur demander de ne pas parler au ministre des choses qui n'allaient pas, car ça risquait de faire descendre les colons dans l'existence au lieu de les faire monter. Nous n'avons pas bien compris pourquoi...

"Nous savons surtout qu'on devait avoir une certaine sécurité sur le plan de la santé, de l'éducation, etc. Mais quand on tombe malade, on a bien du mal. Nous devons très souvent emmener un malade à Tauá mais nous manquons de moyens de transport, d'argent et de soutien. Dans le domaine de l'éducation, pour nos enfants qui ont grandi et qui ont atteint le niveau scolaire de 5^e série et au-delà, il faut qu'ils aillent jusqu'à Tauá qui se trouve à 12 ou 14 kilomètres. On nous a offert le transport jusqu'au premier semestre 1976, puis plus rien. Le résultat c'est l'exode général de nos jeunes; quand ils ont dix-huit ans, ils partent pour les villes qui leur offrent davantage de possibilités d'études et de travail.

"Il y a des colons qui, à leur arrivée, avaient quelques biens et des économies et qui sont aujourd'hui dans la misère. Voici un cas. Le 22 juillet 1975, quand nous avons reçu les clés de nos maisons dans la zone irriguée de Plain-du-Boeuf, tout le monde était très content parce qu'on nous avait dit que tout était parfait. L'assistante sociale déclarait que nous aurions l'eau, l'électricité, l'assistance médicale, des silos, des transports en cas de besoin et que nous recevions des visites toutes les semaines pour savoir ce qui se passait et pour mieux nous aider. Mais les visites ont lieu une fois par mois dans quelques maisons, tous les trois mois dans d'autres, mais très souvent chez les petits amis. Pour l'eau, il n'y en a que dans un secteur. L'électricité, nous l'avons eue très longtemps après. Pour le reste on attend toujours. Quand il a emménagé, Francisco Correia de Oliveira avait avec lui

"quatre-vingt sacs de graine de maïs, haricot noir, fève et riz, quarante chèvres, quinze cochons, trente poules. Il a vendu toutes ses bêtes parce qu'il ne pouvait pas les élever dans le cadre du projet de colonisation. En effet, les poules et les cochons, nous pouvons les élever, mais enfermés. Un peu plus tard il a perdu sa femme après l'avoir emmenée souvent à bicyclette pour des soins médicaux à Tauá. Quand elle allait plus mal, il louait une voiture. La situation est devenue difficile pour lui. Il a dépensé tout ce qu'il avait, autant pour sa femme que pour mettre en valeur des terres incultes. Nous avons l'autorisation de planter ce que nous voulions. L'argent, nous n'en avons pas reçu pendant des mois alors que les difficultés augmentent tous les jours. A propos de bétail, ce même colon s'est vu attribuer par tirage au sort une vache malade, et comme il l'a refusée à cause de ça il a été mal vu du chef. Gilberto Juvenal de Sousa a accepté cette vache pour éviter les histoires; mais ça ne l'a pas empêché d'avoir des ennuis avec le responsable de l'eau qui a obligé Gilberto à signer une note d'eau alors qu'il n'en avait pas utilisé; cela s'est passé devant un certain nombre de gens, au cours d'une séance de vaccination du bétail dans le secteur A.

"En 1976, Francisco a produit pour 14.970 cruzeiros, d'après les informations du comptable, mais jusqu'à maintenant les comptes n'ont toujours pas été faits et personne n'en parle. Autre chose: le 11 mai 1977, les comptes ont été faits dans certains secteurs. Le premier appelé, Francisco Rodrigues Matos, s'est vu présenter par le comptable sa fiche de paye. Il lui était réclamé une somme de 528 cruzeiros pour l'achat de sacs en 1975, alors que l'exercice 1975 avait été bouclé le 31 mai 1976 et qu'il n'y était pas question de cette somme. Encore un autre fait significatif d'une négligence men-songère: sur le compte de Luiz Gonçalves de Lima il y avait aussi des chiffres de 1975 concernant une somme de 1.018 cruzeiros à l'agence de la Banque nationale et de 30,04 cruzeiros de sacs. Il a demandé des explications sur ce fait, mais le comptable lui a répondu qu'il ignorait de quoi il s'agissait.

"On ne nous a présenté aucun relevé bancaire de la Banque nationale pour l'année 1976. Nous n'avons eu que ceux de 1975. Nous avons voulu savoir pourquoi, mais le comptable nous a répondu: j'en sais rien, j'exécute.

"Un certain nombre de comportements inhumains sont pour nous une source de découragement total. Nous avons des exemples de menaces en paroles et de mépris de la personne humaine: "Le colon c'est un bât". Pour ceux qui savent à quoi sert le bât chez les bêtes de somme, ils peuvent comprendre tout de suite de quoi il s'agit: le colon travaille en se fendant pour les autres. Nous sommes témoins de la séquestration de deux colons dans des lieux éloignés des centres d'habitation et des menaces proférées contre deux autres par le gérant de la compagnie; nous reviendrons sur ce fait à la fin de notre exposé.

"Ce que nous venons de dire n'est rien en comparaison de tout ce que nous n'avons pas rapporté, mais le fait ci-dessous est pour nous le comble et il inquiète beaucoup les gens de notre région. Messieurs les Représentants des autorités, 1) Francisco Correia de Oliveira, 2) Luiz Noronha da Silva, 3) João Teixeira de Sousa, 4) Francisco Torres dos Santos, 5) José Barreto Cavalcante, 6) José Alberto Pereira da Silva, 7) Milton Ferreira Lima, 8) Gilberto Juvenal de Sousa, 9) Antônio Totó Ferreira, et 10) Zacarias Gonçalves de Lima, tous brésiliens, mariés, agriculteurs, demeurant à "Plain-du-Boeuf", près de Tauá dans l'Etat du Ceará, portent à votre connaissance la situation dans laquelle ils se trouvent:

"1- Nous avons été interdits d'activités agricoles dans nos terres depuis
"le 21 janvier 1977.

"2- L'ordre nous a été transmis oralement par l'expert rural.

"3- Nous sommes alors allés nous entendre avec M. Raimundo Bezerra, gérant,
"avec M. Raimundo Remo Moura, chef d'exploitation, et avec Mme Márcia Barreto,
"assistante sociale. Ils nous ont répondu: vous allez partir et, dans une
"deuxième étape, il va partir encore d'autres gens; et que, pour l'instant,
"ils ne nous donnaient pas les raisons pour lesquelles ils n'allaient pas
"jusqu'au bout.

"4- Au bout de quelques jours ils nous ont convoqués pour une réunion au
"cours de laquelle ils nous ont reproché: - de nous soûler et de nous battre;
"- de ne pas nous occuper du bétail; - de ne rien planter et de ne pas nous
"soucier de la production; - de quitter souvent et longtemps notre lieu de
"travail.

"5- Nous avons reçu une lettre officielle datée du 19 mai 1977 qui compor-
"tait un avis d'expulsion dans les trente jours. Le délai est passé. Nous
"ignorons ce que signifie leur silence.

"6- Sur les dix colons interdits de travail, quatre se sont laissé vaincre
"par la fatigue et par le désespoir devant les besoins de leurs familles; ils
"sont partis de chez eux et ils ont essayé de se refaire une situation plus
"loin. Tous sont déçus de la vie de colon et, sur les quatre familles, trois
"sont dans une situation infra-humaine; en plus de la famine qu'elles connais-
"sent, elles sont à moitié nues.

"7- Parmi les familles qui attendent que les autorités proposent une solu-
"tion, quelques-unes subviennent à la vie des leurs en vendant un peu de lait
"qui rapporte quelques 200 cruzeiros, alors que d'autres n'ont même pas un
"petit peu de lait pour les enfants. Nous vivons dans la précarité. Il ne
"manque plus aux familles que ^{de} mourir de faim.

"8- Nous avons reçu un peu d'aide en provenance des communautés voisines
"mais c'est peu de chose en comparaison de nos besoins qui sont énormes.

"9- José Pereira da Silva qui voyait sa famille mourir de faim est allé
"voir M. Raimundo Remo pour lui demander s'il pouvait vendre un veau. La ré-
"ponse a été: "Si tu vends, je te prends l'argent de force". Mais s'il vou-
"lait, il pouvait vendre toutes les bêtes. Il a été obligé de tout vendre
"pour 42.000 cruzeiros et il devait recevoir l'argent dans les trente jours:
"l'argent est là, mais jusqu'à aujourd'hui je n'en ai pas vu la couleur, ex-
"plique-t-il.

"10- Gilberto Juvenal de Sousa a dû vendre une tête de bétail pour les be-
"soins de ses enfants, pour leur acheter de la nourriture. Avec la vente, il
"a acheté un sac de riz, du sucre et autres aliments de première nécessité.
"Il n'y avait pas de quoi aller bien loin mais, avec cette vente, il s'est
"attiré des observations. Son attitude était pourtant justifiée. Dans le cas
"contraire, si quelqu'un n'est pas d'accord, qu'il se mette à sa place et
"qu'il se demande ce qu'il ferait. Ce même colon est dans les dettes, avant
"même d'avoir été interdit de travail.

"11- Ces jours derniers, l'épouse de Francisco Correia de Oliveira (en
"deuxième mariage) est tombée malade. Il a fallu l'emmener à Tauá et son mari
"a dû chercher une aide financière ailleurs. Son cas s'aggrave tous les jours.
"La famille connaît des jours difficiles.

"12- D'autres faits apportent la preuve de l'injustice qui nous est faite:

- "a) Antônio Totó Ferreira avait planté en coton une parcelle dans la zone sèche en 1975. Presque deux ans plus tard, M. Remo a donné cette parcelle à un autre en lui promettant en échange une parcelle déjà mise en valeur. Mais le jour prévu, au lieu de recevoir la terre c'est l'interdiction de travailler qu'il a eue.
- "b) De nombreux colons n'ont signé aucun contrat. Parmi ceux qui sont interdits d'activités agricoles, Antônio Totó, Francisco Torres dos Santos et Milton Ferreira avaient cependant signé. Le délai d'un an est passé depuis longtemps et le bail n'a toujours pas été renouvelé.
- "c) Parmi les colons signataires de contrat, un certain nombre n'ont jamais eu de double du texte.
- "d) La commercialisation des produits agricoles est faite par le gérant sans consultation des colons.
- "e) Nous avons fait des emprunts agricoles auprès de la Banque nationale. Le dernier en date est du 21 mai 1976. Ils devront être remboursés dans leur intégralité le 20 février 1981.
- "f) A l'occasion de nos réunions au syndicat local et à la fédération, M. Raimundo Remo nous a oralement interdit d'y aller en disant que nous n'avions pas à discuter de nos affaires avec le syndicat.
- "g) Une vache de Milton Ferreira Lima a eu un jour un accident. Les vétérinaires ont dû l'abattre. Ils l'ont vendue aux colons et à des employés. Ce qui a été vendu aux colons a été déduit de leur bulletin de paye hebdomadaire. Quand Milton s'est présenté pour recevoir son compte, il n'a reçu que 500 cruzeiros. Il a réclamé le reste, mais M. Remo lui a fait valoir qu'il était chargé de famille et qu'il ne pouvait pas payer. Nous n'avons pas saisi ce qu'il voulait dire puisque la vache appartenait à Milton Ferreira Lima.

"Nous pensons qu'il est nécessaire pour nous de lancer un appel aux autorités. Qu'elles prennent les mesures nécessaires pour que la loi soit appliquée dans la justice et dans le droit.

"- Qu'elles ouvrent une enquête sur la réalité des cas d'injustice et de violation de la loi.

"- La lettre d'interdiction d'activités agricoles énumère les fautes que nous aurions commises; elle déclare que nous refusons les orientations du DNOCS et que nous nous y prenons mal dans le travail de la terre. Il s'agit là d'une critique infâmante et nous demandons aux autorités de ne pas se laisser impressionner par une façon superficielle de voir les choses. Ci-joint une note explicative signée par des gens honnêtes qui nous connaissent depuis longtemps.

"- En ce qui concerne les contrats, nous demandons leur régularisation. En ce qui nous concerne, nous relevons du projet - ou plus exactement nous sommes dans les terres - du DNOCS sans que notre situation soit clairement définie: Sommes-nous des fermiers ou sommes-nous des occupants légalement reconnus? C'est parce que nous avons cru que tout serait bien organisé que nous avons accepté d'entrer dans ce projet gouvernemental: "Tout pour la grandeur du paysan".

"- Nous demandons que soit justifiée la décision verbale de M. Remo nous interdisant de demander l'aide du syndicat. Qu'on rende justice au paysan si le syndicat est la seule organisation qui défend ses droits! Les dirigeants du syndicat et de la fédération attendent beaucoup de la décision qui sera prise. Quant à nous, nous ne supportons plus la lenteur avec laquelle on règle notre problème.

"- En ce qui concerne la situation actuelle de nos familles, nous demandons qu'au minimum on observe pour elles les droits de l'homme si bien défendus par les autorités démocratiques.

"- Nous ne demandons rien, nous ne voulons pas de cadeaux, nous exigeons seulement des autorités responsables qu'elles fassent respecter nos droits. Nous voulons une solution rapide, sinon nous ferons appel aux autorités de Brasília et même, si c'est nécessaire, au président de la République.

"Nous luttons pour la préservation et la restauration de notre sécurité individuelle et familiale, et pour qu'il n'y ait pas d'interventions injustes allant jusqu'à nous retirer le droit à l'existence.

"C'est parce que nous croyons à la justice que nous sommes sûrs d'obtenir une réponse, d'arriver à ce que les erreurs soient corrigées quand il y en a, et de faire appliquer ce qui est prévu par la loi.

"Tauá, le 17 août 1977."

3- Que justice soit faite

Pleinement conscient de ma mission d'évêque, j'assume et fais miennes les revendications des colons:

1- Que soient prises les mesures nécessaires pour l'application de la loi, dans la justice et conformément au droit de chacun.

2- Qu'une enquête soit ouverte sur la réalité des cas d'injustice et de violation de la loi.

3- Nous demandons la régularisation des contrats.

4- La justification de l'interdiction faite par M. Remo aux paysans de demander l'aide du syndicat.

5- En ce qui concerne la situation actuelle des familles, nous demandons qu'au minimum on observe pour elles les droits de l'homme si bien défendus par les autorités démocratiques.

6- Nous ne demandons rien, nous ne voulons pas de cadeaux, nous exigeons seulement des autorités responsables qu'elles fassent respecter les droits des paysans.

Chers lecteurs,

Les hommes qui parlent de la sorte veulent la justice et la paix. Ils représentent le coeur et la sagesse du peuple paysan.

Le contrat que quelques-uns seulement ont signé est rédigé dans un sens unilatéral et dans des termes injustes.

Les colons se sont vus frustrés de leur droit **légitime de défense**.

Les colons sont des gens comme les autres.

Quand les responsables restent sourds aux cris justifiés du peuple, ils perdent tout crédit ainsi que la confiance des citoyens de bon sens.

4- La solidarité chez les gens du peuple

L'expérience de la vie me convainc chaque jour davantage que l'Évangile a raison: "Dieu choisit les petits et les faibles pour confondre les sages et les puissants".

Ils ne les confondent pas par les armes, dont ils ne se servent pas. Ni par les techniques, les sciences, le pouvoir, le prestige ou la culture intellectuelle dont ils ont été privés.

Ils les confondent par leur faim et soif de justice, par leur résistance séculaire, silencieuse et ferme, ainsi que par leur sagesse accumulée au long de leur expérience de la souffrance.

Dans leur sagesse, ils savent être solidaires. Il y a près de dix mois que les colons renvoyés reçoivent l'aide fraternelle des pauvres.

Notre Dieu les soutient dans leur combat, jusqu'au bout.

Cratés, le 20 septembre 1977

Antônio Fragoso
évêque de Cratés (Ceará)

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, nous vous serions obligés d'indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel (tarif 1977): France 150 F - Etranger 175 F
avion: tarif spécial

Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441